



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Site préfecture de Vendée  
29 rue Delille  
CS 60 765  
85 020 La Roche sur Yon Cedex

La Roche sur Yon, le 03 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FERTIL'EVEIL**

26 rue des Tuileries  
85 120 Saint-Pierre-Du-Chemin

**Références :** D26.0036  
**Code AIOT :** 0006304851

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement FERTIL'EVEIL implanté La Croisée du Roussillon (La Croisée de Caribot) 85390 Tallud-Sainte-Gemme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incendie qui s'est déclenché le dimanche 25 janvier 2026 en fin d'après midi.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTIL'EVEIL
- La Croisée du Roussillon (La Croisée de Caribot) 85390 Tallud-Sainte-Gemme
- Code AIOT : 0006304851
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FERTIL'EVEIL a repris le 01/09/2021 l'exploitation de la plateforme de compostage précédemment exploitée par la société SUEZ Organique.

Cette plateforme bénéficie d'une autorisation par antériorité administrative du 21/06/2010 pour une production maximale de 12 000 t/an. Elle est donc réglementée par l'arrêté ministériel du 22/04/2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation.

La visite d'inspection fait suite à un incendie qui s'est déclenché le dimanche 25 janvier 2026 en fin

d'après midi.

### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration accident	Code de l'environnement du 11/08/2025	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accès service d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 5	Sans objet
3	Gestion des effluents	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'auto-échauffement a eu lieu au fond d'une case de fermentation du compost. Cet auto-échauffement est resté localisé. L'étalement du compost sur la plateforme extérieure a suffi à stopper cet auto-échauffement. Aucune eau d'extinction n'a été produite. Les critères de déclenchement de mesures d'urgence ne sont pas atteints, l'inspection ne propose pas de suite administrative. De plus, la fiche incident transmise suite à l'inspection répond à l'article R512-69 du code de l'environnement.

Il n'est proposé aucune suite.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déclaration accident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site Fertil'evail du Tallud Sainte Gemme est autorisé pour des activités de compostage.</p> <p>Selon l'exploitant, dans l'après-midi du 25 janvier 2026, vers 17h30, un tiers a constaté un important dégagement de fumée. Il a prévenu les pompiers et le responsable de site grâce aux informations</p>

affichées à l'entrée du site.

Les pompiers ont localisé le début d'autoéchauffement au niveau du fond d'une cellule de fermentation. Le personnel a utilisé 2 chargeurs afin d'étaler à l'extérieur le compost stocké (200 t) dans la cellule en question. Le compost stocké dans les 2 cellules voisines (400 t) a également été étalé à l'extérieur afin d'éviter toute propagation.

A la demande de l'exploitant, les pompiers n'ont pas utilisé d'eaux d'extinction pour ne pas alimenter le feu couvant.

D'après l'exploitant, les pompiers ont procédé à des mesures sur l'environnement au cours de l'évènement et n'ont pas identifié de pollution atmosphérique. Les pompiers et l'exploitant ont quitté les lieux vers 2h30 du matin.

La télédéclaration de l'incendie a été réalisée à 12h15 suite à la visite de l'inspection (évènement référencé SP2-DIAIC-260128-bbuutk).

Au cours de la visite, l'inspection a constaté qu'aucune trace de l'auto-échauffement n'était visible (pas de trace sur les murs en béton).

Lors de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection des premiers éléments d'analyse des causes de l'évènement. En première analyse, l'exploitant pense que le fait d'avoir mélangé deux produits très secs (fientes de poule et fumier de volailles) a pu favoriser le départ d'un feu couvant.

L'exploitant explique également que les sondes de température présentes dans le lot n'indiquaient pas de montée en t°C (55 °C au moment où le sinistre a été communiqué à l'exploitant).

L'incident n'a pas eu d'impact sur l'environnement, l'inspection ne propose aucune suite en mesures d'urgence. Le rapport d'incident contenant les éléments d'appréciation, l'inspection ne réclame pas un rapport plus circonstancié.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Accès service d'incendie et de secours

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 5

**Thèmes :** Risques accidentels, Accès

**Prescription contrôlée :**

L'accès aux différentes aires de l'installation telles que mentionnées à l'article 3 est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie carrossable. Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés. Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement applicables à l'intérieur de son installation.

**Constats :**

La surface prescrite est disponible sur le site, au niveau de l'accès au bâtiment.

Deux façades sont équipées de portes permettant le passage de sauveteurs équipés.

Les voies de circulation sont dégagées et un plan de circulation est affiché à l'entrée du site.

La prescription est respectée.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

### N° 3 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22
---

<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Eaux d'extinction
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

[...] les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent a minima les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Les pompiers n'ont pas eu besoin d'arroser les tas de compost pour éteindre le feu. Il n'y a donc pas d'eaux d'extinction à gérer.
--

Pour éteindre le feu, le compost a été étalé sur la zone prévue à cet effet, et est actuellement stocké sur la plateforme devant le bâtiment. Il est soumis aux intempéries.
--

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les eaux de ruissellement de cette plateforme sont canalisées vers un bassin de rétention d'un volume de 5 000 m <sup>3</sup> . L'adéquation du volume de ce bassin de rétention a été vérifiée lors de la visite de novembre 2018.
--

La prescription est respectée.
--------------------------------

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--